

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

Destinations	Abonnement 1 an		Abonnement 6 mois	
	Ordinaire	Avion	Ordinaire	Avion
Togo, France et autre pays d'expression Française	1 800 frs	3 300 frs	800 frs	1 700 frs
Etranger	1 600 frs	3 750 frs	900 frs	2 300 frs

Prix du Numéro par porteur ou par Poste :

Togo, France et autres Pays d'expression Française 100 frs
Etranger : Port en sus

ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS

Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'Ediogo B. P. 891 — Tél. 21-37-18 — Lomé

Les abonnements et annonces sont payables d'avance

La ligne 80 frs

Minimum 250 frs

Chaque annonce répétée : moitié prix :

Minimum 250 frs

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION:

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE — TELEPHONE 21-27-01 — LOMÉ

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DE L'INTERIEUR

1985

- 21 août — Arrêté No 87/INT/SG/GPFM chargeant le préfet de Tchadoudjo d'assurer l'intérim du préfet de Tchamba. 546
- 22 août — Arrêté No 88/INT/SG/APA/PC portant mutation d'autorisation d'ouverture d'un casino. 546

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

1985

- 13 août — No 472/MEF portant création de la commission nationale chargée du contrôle de l'évaluation en matière de rachats d'actifs étrangers par des nationaux de l'union monétaire ouest africaine (UMOA). 546
- 14 août — Décision No 711 bis/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit au ministre de la santé publique, des affaires sociales et de la condition féminine. 547

- 14 août — Décision No 713/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit au trésorier — payeur..... 547
- 20 août — Décision No 719/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au nom de Me. Kodjo Bruce. 547
- 20 août — Décision No 720/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement africain (FASNUDA). 547
- 20 août — Décision No 721/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de M. Fetehelebia Abalo Pgnakiwè. 547
- 21 août — Décision No 723/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit au profit du R.P.T. 547
- 21 août — Décision No 727/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit au garde des sceaux, ministre de la justice. 547
- 21 août — Décision No 728/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit au ministre de l'intérieur. 548
- Décision portant nomination. 548

MINISTERE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS

1985

- 23 août — Arrêté No 18/MCT portant création d'une taxe de monopole sur l'importation des savons. 548
- 23 août — Décision No 123/MCT portant application de l'arrêté No 17/MCT du 13 août 1985. 548
- Arrêté rapporté portant nomination du directeur général adjoint de l'OPAT. 548

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

- Arrêtés portant admissions dans divers corps de la fonction publique, intégrations, nomination, titularisations, détachements, constatation d'absences irrégulières, révo- cations, changement de cadre, licenciements, rap- pels à l'activité, réquisition et admission à la retraite. 548

DIVERS

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

1985	
14 août — Arrêté No 473/MEF/CR portant révision de la pension de retraite de M. Adabra Suka.	561
14 août — Arrêté No 474/MEF/CR portant révision de la pension de retraite de M. Houngues Lema Yaovi.	561
14 août — Arrêté No 475/MEF/CR portant révision de la pension de retraite de M. Pana Ombri.	562
19 août — Arrêté No 476/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Bido Tako Kokou.	562
19 août — Arrêté No 477/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants — cause de M. Assih Tchao.	562
19 août — Arrêté No 478/MEF/CR portant révision de la pension de retraite à M. Abianor Kwasi.	562
19 août — Arrêté No 479/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à Mme Sanya E.A. Adunni, épouse Anthony.	562
20 août — Arrêté No 480/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Adom Tcha Gnassingbé Bédédong.	563
20 août — Arrêté No 482/MEF/CR portant concession d'une pension à l'ayant — cause de M. Adjangba Ayivi (Mare)	563
20 août — Arrêté No 483/MEF/CR portant révision de la pension de retraite de M. Tchoudjona Kokou Egnon.	563
20 août — Arrêté No 487/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Ali-Djato Sarkéma-Kpéhou.	563
20 août — Arrêté No 488/MEF/CR portant révision d'une pension de retraite à M. Assiba Kouassi Suku.	564
20 août — Arrêté No 489/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à Mme Azama Bernadette Aimée, épouse Atayi.	564
23 août — Arrêté No 500/MEF/CR portant révision de la pension de retraite de M. Kassegne Yao Dossè.	564
23 août — Arrêté No 501/MEF/CR portant révision de la pension de retraite de M. Koffi Komlan Mawugnon.	564
23 août — Arrêté No 502/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Aressena Akparé.	564
23 août — Arrêté No 503/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Akalo Vinego Adanwouzo.	564
27 août — Arrêté No 504/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Kughéata Siagbo Komlan Ekpe.	565
27 août — Arrêté No 505/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Attissah Koffi Awoudja.	565
27 août — Arrêté No 506/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Ayika Folivi.	565
Arrêtés portant approbation de rôles.	566
Avis de perte de titres fonciers.	567

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISELOIS, ORDONNANCES, DECRETS.
ARRETES ET DECISIONS

ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Intérim

Arrêté n° 87/INT/SG/GPFM du 21-8-85 — M. Yagninim Bilokotipou, préfet de Tchaoudjo est chargé, cumulativement avec ses fonctions actuelles, de l'intérim à la tête de la Préfecture de Tchamba.

Mutation d'autorisation d'ouverture d'un casino

Arrêté n° 88/INT/SG/APA/PC du 22-8-85 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 109/INT-MFE du 11 juillet 1980.

La société KATLEEN-TOGO SARL ayant son siège social à Lomé, Hôtel du 2 Février, B.P. 131 et représentée par son directeur M. Poletti Pierre, est autorisée à exploiter le casino ouvert dans les locaux de l'Hôtel du 2 Février, Place de l'indépendance à Lomé.

M. Poletti Pierre est tenu de se conformer à la réglementation en vigueur réorganisant les jeux de hasard, notamment aux dispositions de la loi n° 61-31 du 26 août 1961 modifiée par l'ordonnance n° 13 du 13 juillet 1970 et de l'arrêté conjoint n° 424/MFE-INT du 13 décembre 1972 portant suspension des autorisations d'exploiter des machines à sous.

Il devra en outre soumettre un cahier des charges à l'agrément conjoint du ministre de l'intérieur et du ministre de l'économie et des finances.

Les machines précédemment installées sont celles autorisées à M. Poletti Pierre, à savoir :

- La Roulette
- Le Black-Jack
- Le Jack Rott
- Le Chemin de Fer
- Les Dés
- Le Black-Gammon
- Les machines à sous.

Le directeur de la sûreté nationale, le chef de service de la protection civile et le trésorier-payeur sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

ARRETE N° 472/ du 13 août 1985 portant création de la commission nationale chargée du contrôle de l'évaluation en matière de rachats d'actifs étrangers par des nationaux de l'union monétaire ouest africaine (UMOA).

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Vu le traité du 4 novembre 1973 constituant l'union monétaire ouest africaine ;

Vu l'ordonnance No 1 du 10 janvier 1974 portant ratification du traité constituant l'UMOA ;

Vu le décret No 84-165 du 13 septembre 1984 portant restructuration du gouvernement togolais ;

Après avis des membres du comité national du crédit du Togo,

ARRETE :

Article premier — Il est créé une commission nationale

d'évaluation en matière de cession d'actifs étrangers à des nationaux de l'UMOA, ci-après dénommée la commission.

Art. 2 — La commission est composée comme suit

Président : le directeur de l'économie

Membres :

- le président de l'association professionnelle des banques et des établissements financiers ;
- le président de la chambre de commerce, d'agriculture et d'industrie du Togo ;
- le directeur national de la BCEAO pour le Togo, chargé du secrétariat ;
- le représentant du ministère concerné par la matière à céder.

Art. 3 — La commission pourra s'adjoindre de façon ponctuelle toute personne (physique ou morale) jugée compétente pour aider à une évaluation adéquate.

Art. 4 — La commission est chargée du contrôle de l'évaluation des actifs à céder.

Art. 5 — Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de signature et sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise et partout où besoin sera.

Lomé, le 13 août 1985

Le ministre de l'Economie et des Finances,

Komla ALIPUI

Autorisations de paiement

Décision n° 719/MEF/FCS du 20-8-85 — Est autorisé le paiement de la somme de cinquante et un mille sept cent quarante (51.740) francs CFA, représentant le montant de la note d'honoraires et de frais dûs dans l'affaire d'un accident de circulation survenu le 1er-11-1981 sur la route Vogan — Lomé et causé par un scooter de Marque Vespa immatriculé RT-2200 affecté à la Direction du Génie Rural conduit par le sieur Abalo Edoh Yaovi.

Cette somme sera mandatée virée au compte bancaire n° 31000914138 ouvert à l'union togolaise de banque au nom de Maître Kodjo Bruce, avocat à la Cour à Lomé.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1985, section 07-62-07-00-99, et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 720/MEF/FCS du 20-8-85 — Est autorisé le paiement de la somme de quatre millions cinq cent quarante mille cinq cents (4.540.500) francs CFA soit 10.000 dollars E.U., représentant la contribution volontaire financière du Togo au « Fonds d'Affectation Spéciale des Nations Unies pour le Développement Africain (FASNUDA) au titre de l'année 1985.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire de la C.E.A. n° 015-001-601 domicilié à la chemical Bank United Nations Office — United Nations New-York N-Y 10017 (U.S.A.).

La dépense est imputable sur le budget général gestion 1985, section 07, chapitre 83, article 00-00, paragraphe 99 comme suit :

Ligne FASNUDA	2.500.000
Ligne contributions imprévues	2.040.000

et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 721/MEF/FCS du 20-8-85 — Est autorisé le paiement de la somme de vingt cinq mille (25.000) francs CFA, représentant l'indemnité de première mise de costume d'audience au profit de M. Petchelebia Abalo Pgnakiwè, magistrat au tribunal de première instance de Lomé.

Cette somme sera mandatée par bon de caisse au nom de l'intéressé.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1985, section 07-62-07-99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Débloccage de crédit

Décision n° 711bis/MEF/DCO du 14-8-85 — Il est mis à la disposition de M. le ministre de la santé publique, des affaires sociales et de la condition féminine à Lomé, un crédit de trente cinq mille deux cents (35.200) francs, en complément du crédit mis à la disposition suivant lettre n° 660/MEF/DB du 13 juin 1985.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1985, section 07, chapitre 62, article 07-00, paragraphe 99, (dépenses diverses imprévues).

Décision n° 713/MEF/DCO du 14-8-85 — Il est mis à la disposition de M. le trésorier-payeur du Togo un crédit de onze millions (11.000.000) de francs pour couvrir les dépenses de remboursement des frais d'impression des bulletins de vote en faveur des candidats élus.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1985, section 07, chapitre 62, article 07-00, paragraphe 99 (dépenses exceptionnelles) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 723/MEF/DCO du 21-8-85 — Il est mis à la disposition du service de gestion de la maison du parti sur le compte n° 143 ouvert au trésor public — Lomé un crédit de cinq millions (5.000.000) de francs pour la réalisation des travaux de sonorisation de l'esplanade de la Maison du Rassemblement du Peuple Togolais (R.P.T.) à Lomé.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1985, section 07, chapitre 61, article 07-00, paragraphe 99.

Décision n° 727/MEF/DCO du 21-8-85 — Il est mis à la disposition de M. le garde des sceaux, ministre de la justice un crédit supplémentaire de un million deux cent onze mille six cent quatre vingt dix (1.211.690) francs pour l'aménagement de son cabinet.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1985, section 07, chapitre 61, article 07-00, paragraphe 99.

Décision n° 728/MEF/DCO du 21-8-85 — Il est mis à la disposition de M. le ministre de l'intérieur à Lomé, un crédit de quatre millions six cent quatre vingt douze mille trois cents (4.692.300) francs pour renouvellement des matériel et mobilier des résidences des préfets, sous-préfets et adjoints aux préfets.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1985, section 07, chapitre 61, article 07-00, paragraphe 99 (dépenses imprévues de matériel).

Nomination

Décision n° 711/MEF/F du 13-8-85 — M. Kaaga Djé-
ra, contrôleur du trésor de 1^{re} classe, 1^{er} échelon, nommé comptable chargé de la coordination de la comptabilité matière des services dépendant du ministère de l'économie et des finances, par décision n° 627/MEF/SG du 12 juillet 1985, est nommé régisseur de la caisse d'avance au cabinet du ministre de l'économie et des finances en remplacement de M. Ayika Folly.

La présente décision prend effet pour compter de la date de signature.

MINISTERE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS

ARRETE N° 18/MCT du 23 août 1985 portant création d'une taxe de monopole sur l'importation des savons.

LE MINISTRE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS,

Vu les ordonnances Nos 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Vu l'ordonnance No 24 du 29 novembre 1972 ;

Vu décret No 80-184 du 26 juin 1980 portant définition des attributions et organisation du ministère du commerce et des transports ;

Vu l'arrêté No 73-8 du 11 juin 1973 portant définition des produits assujettis au monopole de la SONACOM.

ARRETE :

Article premier — Toute importation de savons sera désormais frappée d'une taxe de monopole dont le taux est fixé à cinq pour cent (5%) de la valeur CAF de la commande.

Art. 2 — Les importateurs devront s'acquitter de la taxe de monopole avant toute opération douanière d'importation avec imputation sur les licences ou autorisations.

Art. 3 — La taxe est payable à la société nationale de commerce contre délivrance d'un reçu et apposition de son cachet sur les documents.

Art. 4 — Le directeur général de la SONACOM, le directeur général des douanes, le directeur du commerce extérieur et le directeur du Port Autonome de Lomé sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui prend effet pour compter de sa date de signature et sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Lomé, le 23 août 1985

Pali Yao Tchalla

DECISION N° 123/MCT du 23 août 1985 portant application de l'arrêté n° 17/MCT du 13 août 1985.

LE MINISTRE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS

Vu la constitution notamment en son article 21 ;

Vu le décret No 80-184 du 26 juin 1980 ; portant définition des attributions et organisation du ministère du commerce et des transports ;

Vu l'arrêté No 17/MCT du 13 août 1985 portant modification de l'arrêté.

DECIDE :

Article premier — Les stocks de sucre et de riz en sachets n'ayant pas franchi le cordon douanier à la date du 13 août 1985 seront frappés d'une taxe de monopole dont le taux est fixé à dix pour cent (10%) de leur valeur CAF et ce jusqu'à la date limite fixée au 10 septembre 1985.

Art. 2 — Pendant cette période transitoire, les anciens importateurs devront s'acquitter de la taxe de monopole avant toute opération douanière d'importation avec imputation sur les licences ou autorisations.

Art. 3 — La taxe payable à la Société Nationale de Commerce contre délivrance d'un reçu et apposition de son cachet sur les documents.

Art. 4 — Toute autre commande de sucre et de riz en sachets doit être annulée.

Art. 5 — La SONACOM est seule habilitée à passer de nouvelles commandes.

Les modalités de passation de commande et les conditions de règlement seront fixées par la SONACOM.

Art. 6 — Le directeur général de la SONACOM, le directeur général des douanes, le directeur du commerce extérieur et le directeur du Port Autonome de Lomé sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'application de la présente décision qui prend effet pour compter de sa date de signature et sera publiée et communiquée partout où besoin sera.

Lomé, le 23 août 1985

Pali Yao Tchalla

Arrêté rapporté

Arrêté n° 19/MCT du 28-8-85 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 6/MCT du 3-9-84 portant nomination du directeur général adjoint de l'OPAT.

M. Patasse Kpanlou, administrateur civil principal 1^{er} échelon est remis à la disposition du ministre du travail et de la fonction publique.

Le présent arrêté prend effet pour compter de sa date de signature.

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Admissions

Arrêté n° 1110/MTEP du 22-7-85 — Les agents permanents ci-après désignés, titulaires du certificat d'aptitude professionnelle agricole de Tové, sessions de juillet 1983 ou juillet 1984 (option : agriculture), sont nommés dans le cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits en qualité d'a-

jointes techniques de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaires (catégorie C — indice 550) dans les conditions suivantes et restent mis à la disposition du ministre du développement rural (section 21, chapitre 28 du budget général) :

26 septembre 1983

— Tchéboutchou Essowavana, n° mle 008140-N, employé de bureau permanent de 3^e catégorie hors échelle.

27 août 1984

— Aboulaye Issaka, n° mle 012642-C, enquêteur de statistique agricole permanent de 2^e catégorie échelle D.

Arrêté n° 1171/MTFP du 1-8-85 — Sont et demeurent rapportés en ce qui concerne M. Apawoo Kokou, n° mle 024225-B, les arrêtés n°s 49/MTFP du 17 janvier 1979 et 1266/MTFP du 28 août 1980 portant nomination.

M. Apawoo Kokou, n° mle 024225-B, titulaire du teacher's certificate « A » et du « specialist teacher's certificate » de l'université de Cape Coast (Ghana), est nommé dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie B — indice 750) à compter du 2 octobre 1978 date de sa prise de service et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (section 27, chapitre 21 du budget général).

La situation administrative de l'intéressé est reprise comme suit :

- 2-10-78 — instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon
- 2-10-80 — instituteur de 2^e classe 2^e échelon
- 2-10-82 — instituteur de 2^e classe 3^e échelon
- 2-10-84 — instituteur de 2^e classe 4^e échelon (indice 1050).

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 26 février 1985.

Arrêté n° 1172/MTFP du 1-8-85 — Mme Eusebio Taylor, épouse Pedado, n° mle 014433-B, employée de bureau permanente de 5^e catégorie échelle C, titulaire du certificat d'aptitude professionnelle (CAP) spécialité : employé de bureau session de juin 1979 et qui a réuni cinq années d'ancienneté dans l'administration est nommée dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie C — indice 550) à compter du 1^{er} juillet 1984 et conserve son affectation actuelle (section 19, chapitre 21 du budget général).

Le présent arrêté a effet au point de vue solde à compter du 8 avril 1985.

Arrêté n° 1173/MTFP du 1-8-85 — Mlle Ekoué Kayi Dzidzoé Sénam, n° mle 027945-B, secrétaire dactylographe permanente de 5^e catégorie échelle C, titulaire du certificat d'aptitude professionnelle (CAP : spécialité : employé de bureau), session de juin 1978, et qui a réuni cinq ans de service dans l'administration, est nommée dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie C — indice 550), à compter du 1^{er} avril 1985 et reste mise à la disposition du ministre du plan et de l'indus-

trie, (section 35, chapitre 21 du budget général).

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 22 avril 1985.

Arrêté n° 1174/MTFP du 1-8-85 — Est rapportée en ce qui concerne M. Lawson Boévi Dzido, la décision n° 872/MTFP du 24 mai 1983 portant engagement.

M. Lawson Boévi Dzido, n° mle 033456-A, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BE-PC) et de l'attestation d'inscription à l'examen du baccalauréat du troisième degré (série G3), est nommé dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie C — indice 550) à compter du 1^{er} mars 1983 et conserve son affectation actuelle (section 19, chapitre 22 du budget général).

L'intéressé dont la rémunération est supérieure au traitement correspondant à sa nouvelle situation, conserve, à titre personnel, le bénéfice de son salaire jusqu'à ce que par le jeu de l'avancement normal, il atteigne des émoluments égaux ou supérieurs.

Arrêté n° 1175/MTFP du 1/8/85 — Mme Hukpati Akuwa Azounou, épouse Dogbe, n° mle 029891-V, monitrice permanente de 2^e catégorie échelle A, admise au certificat d'aptitude au monitorat (CAM), session des 20 et 21 octobre 1982, est nommée dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de monitrice de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie D — indice 270) à compter du 1^{er} janvier 1983 et reste mise à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (section 27, chapitre 20 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 5 ans 3 mois 15 jours lui est accordée pour ses services antérieurs d'agent non fonctionnaire accomplis dans l'enseignement catholique du 2 octobre 1963 au 28 mai 1968 et du 19 septembre 1979 au 31 décembre 1982 dans l'enseignement public en application des dispositions de l'article 31 (nouveau) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de l'intéressée est reprise comme suit :

- 1-1-1983 — monitrice de 3^e classe 1^{er} échelon + 5 ans 3 mois 15 jours de bonification
- 1-1-1983 — monitrice de 3^e classe 2^e échelon + 3 ans 3 mois 15 jours de bonification
- 1-1-1983 — monitrice de 3^e classe 3^e échelon + 1 an 3 mois 15 jours de bonification
- 16-9-1983 — monitrice de 3^e classe 4^e échelon (bonification épuisée).

Arrêté n° 1176/MTFP du 1-8-85 — M. Nougbo Koffi Klogan n° mle 021264-A, aide-comptable permanent de 6^e catégorie échelle B, titulaire du certificat d'aptitude professionnelle (CAP — option : aide-comptable) et qui a réuni cinq ans de service dans l'administration, est nommé dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'a-

joint administratif de 2e classe 1er échelon (catégorie C — indice 550) à compter du 11 novembre 1982 et reste mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (section 27, chapitre 20 du budget général).

L'intéressé dont la rémunération est supérieure au traitement correspondant à sa nouvelle situation conserve, à titre personnel, le bénéfice de son salaire jusqu'à ce que par le jeu de l'avancement normal, il atteigne des émoluments égaux ou supérieurs.

Arrêté n° 1177/MTFP du 1-8-85 — M. Gambe Sampoguili, n° mle 016760-S, statisticien permanent hors catégorie, titulaire du diplôme universitaire de technicien supérieur de laboratoire et des sciences biologiques, option : analyses biologiques et biochimiques de l'Université du Bénin, session de juillet 1984, est nommé dans la catégorie A2 en qualité de technicien supérieur de laboratoire de 2e classe 1er échelon stagiaire (indice 1100) à compter du 1er août 1984 et reste mis à la disposition du ministre du développement rural (section 21, chapitre 23 du budget général).

Arrêté n° 1178/MTFP du 1-8-86 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 517/MJ/FP/T du 22 avril 1976 portant nomination de M. Boukari Mahamadou.

M. Boukari Mahamadou, n° mle 015984-A, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) et du diplôme de technicien d'exploitation de la météorologie de l'institut hydrométéorologique de formation et de recherches d'Oran (Algérie), est nommé dans le cadre des fonctionnaires de la météorologie et de l'aéronautique civile en qualité d'adjoint technique de 2e classe, 1er échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) et mis à la disposition du ministre du commerce et des transports (section 18, chapitre 22 du budget général).

La situation administrative de l'intéressé est reprise comme suit :

- 29-12-75 — adjoint technique de 2e classe, 1er échelon stagiaire
- 29-12-76 — adjoint technique de 2e classe, 1er échelon stagiaire titularisé
- 29-12-77 — adjoint technique de 2e classe, 2e échelon stagiaire
- 29-12-79 — adjoint technique de 2e classe, 3e échelon stagiaire
- 19-12-81 — adjoint technique de 2e classe, 4e échelon stagiaire

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 26 janvier 1983.

Arrêté n° 1179/MTFP du 1-8-85 — Mme Mamoudou Fatimatou, épouse Mako, n° mle 022642-L, monitrice permanente de 2e catégorie échelle D, admise au certificat d'aptitude au monitorat (CAM), session des 21 et 22 octobre 1981, est nommée dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de monitrice de 3e classe 1er échelon (catégorie D — indice 270) à compter du 1er avril 1982 et reste mise à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (section 27, chapitre 20 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 2a 5m 24 jours est accordée à Mme Mamoudou Fatimatou, épouse Mako, pour ses services antérieurs accomplis en qualité d'agent non fonctionnaire du 10 avril 1978 au 31 décembre 1981 en application des dispositions de l'article 31 (nouveau) du décret n° 9-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de l'intéressée est reprise comme suit :

- 1-1-82 — monitrice de 3e classe 1er échelon + 2 a 5 m 24 jours de bonification
- 1-1-82 — monitrice de 3e classe 2e échelon + 5 m 24 jours de bonification
- 7-7-83 — monitrice de 3e classe 3e échelon (indice 350) bonification épuisée.

Arrêté n° 1180/MTFP du 1-8-85 — M. Bararmna Bouroma Kpakpakou, n° mle 025544-S, moniteur permanent de 3e catégorie échelle D, admis au certificat d'aptitude au monitorat (CAM), session des 21 et 22 octobre 1981, est nommé dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de moniteur de 3e classe 1er échelon (catégorie D — indice 270) à compter du 1er janvier 1982 et reste mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (section 27, chapitre 20 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 1 an 10 mois 28 jours lui est accordée pour ses services antérieurs accomplis en qualité d'agent non fonctionnaire du 19 février 1979 au 31 décembre 1981 inclus en application des dispositions de l'article 31 (nouveau) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de l'intéressé est reprise comme suit :

- 1-1-1982 — moniteur de 3e classe 1er échelon + 1 an 10 mois 28 jours de bonification
- 3-2-1982 — moniteur de 3e classe 1er échelon (bonification épuisée).

M. Bararmna dont la rémunération est supérieure au traitement correspondant à sa nouvelle situation administrative, conserve à titre personnel le bénéfice de cette rémunération jusqu'à ce que, par le jeu de l'avancement normal, il atteigne des émoluments égaux ou supérieurs.

Arrêté n° 1181/MTFP du 1-8-85 — M. Aouilone Kodjo, n° mle 006660-E, dactylographe permanent de 5e catégorie échelle D, titulaire du certificat d'aptitude professionnelle CAP-employé de bureau) et qui a réuni cinq années d'ancienneté dans l'administration, est nommé dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2e classe 1er échelon (catégorie C-indice 550) à compter du 1er juillet 1984 et reste mis à la disposition du ministre de l'économie et des finances (section 07, chapitre 20 du budget général).

M. Aouilone Kodjo dont la rémunération est supérieure au traitement correspondant à sa nouvelle situation administrative conserve à titre personnel le bénéfice de cette rémunération jusqu'à ce que, par le jeu de l'avancement normal, il atteigne des émoluments égaux ou supérieurs.

Arrêté n° 1182/MTFP du 1-8-85 — M. Appoh Kokou Gbafa, n° mle 009826-L, dactylographe permanent de 5e catégorie échelle C, titulaire du certificat d'aptitude professionnelle (CAP : employé de bureau) session de juin 1980, et qui a réuni cinq ans de service dans l'administration, est nommé dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2e classe 1er échelon (catégorie C-indice 550) à compter du 1er juillet 1985 et reste mis à la disposition du ministre de l'équipement, des mines et des postes et télécommunications (section 41, chapitre 20, article 30 du budget général).

Arrêté n° 1183/MTFP du 1-8-85 — Mme Gbenyoh Nako, épouse Koffi, n° mle 007557-F, employé de bureau permanente de 5e catégorie échelle C, titulaire du certificat d'aptitude professionnelle (CAP) option : employé de bureau et qui a réuni cinq (5) ans de service dans l'administration générale, est nommée dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2e classe 1er échelon (catégorie C — indice 550) à compter du 1er juillet 1985 et reste mise à la disposition du ministre de l'intérieur (section 15, chapitre 20 du budget général).

Arrêté n° 1184/MTFP du 1-8-85 — Mlle Hunlédé Dédévi, n° mle 018487-R, employée de bureau permanente de 5e catégorie échelle D, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) et qui a réuni cinq ans de service dans l'administration, est nommée dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2e classe 1er échelon (catégorie C — indice 550) à compter du 27 décembre 1984 et reste mise à la disposition du ministre de l'intérieur (section 15, chapitre 11 du budget général).

Mlle Hunlédé Dédévi dont la rémunération est supérieure au traitement correspondant à sa nouvelle situation, conserve à titre personnel le bénéfice de son salaire jusqu'à ce que, par le jeu de l'avancement normal, elle atteigne des émoluments égaux ou supérieurs.

Intégrations

Arrêté n° 1107/MTFP du 18-7-85 — Mme Nudékor Adjovi Séfenya, épouse Koffi, n° mle 002471-Z, commis des greffes et parquets de 1re cl. 3e éch. (catégorie D — indice 510) du cadre du personnel judiciaire, titulaire du diplôme de capacité en droit (option : droit pénal) session de juin 1982 de l'Université du Bénin, est intégrée dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité de greffier de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) à compter du 1er juillet 1982 et conserve son affectation actuelle (section 47, chapitre 11 du budget général).

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 15 février 1985.

Arrêté n° 1148/MTFP du 30-7-85 — M. Banqué Laré Bakary, n° mle 012793-K, adjoint administratif de 2e classe 3e échelon (catégorie C — indice 650), titulaire du diplôme de l'école nationale d'administration (ENA), cycle II, promotion 1981-1984 (option douanes), est rayé du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale et intégré dans le cadre des fonctionnaires des douanes en qualité d'inspecteur de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1100) à compter du 6 septembre 1984 et conserve son affectation actuelle (section 9, chapitre 25 du budget général).

Arrêté n° 1149/MTFP du 1-8-85 — En attendant la parution du statut particulier du cadre des sapeurs-pompiers, les officiers des forces armées togolaises ci-dessous désignés, rayés des contrôles des F.A.T. et de leur corps respectif, sont intégrés dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale dans les conditions suivantes à compter du 1er mars 1985 et conservent leur affectation actuelle (section 15, chapitre 20-00-00-10 du budget général) :

CATEGORIE A2

Attaché d'administration principal de classe exceptionnelle (indice 2100)

M. Nimon Ouadja, ex-capitaine indice 2050

CATEGORIE B

Secrétaire d'administration principal de classe exceptionnelle (indice 1750)

M. Azoti Djobo, ex-lieutenant, indice 1750.

Arrêté n° 1150/MTFP du 1-8-85 — M. Ayéna Edoh, n° mle 013165-P, moniteur de 2e classe, 1er échelon (catégorie D — indice 430) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP) série concours, session des 22 et 23 octobre 1980, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteur-adjoint de 3e classe, 1er échelon (catégorie C — indice 550) à compter du 1er janvier 1981 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

Arrêté n° 1151/MTFP du 1-8-85 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 84/MTFP du 16 janvier 1984 accordant bonification d'échelon à M. Ametsipe Komi Zatu.

M. Ametsipe Komi Zatu, n° mle 011104-J, technicien supérieur de 1re cl., 1r éch. (catégorie A2 — indice 1500) du cadre des fonctionnaires de la météorologie et de l'aéronautique civile, titulaire du diplôme d'ingénieur des travaux en agrométéorologie, à l'issue d'un stage de formation de deux ans au centre régional de formation et d'application en agrométéorologie et hydrologie opérationnelle de Niamey (République du Niger), est rayé du corps des techniciens supérieurs de la météorologie et intégré avec une bonification d'un échelon dans celui des ingénieurs des travaux météorologiques en qualité d'ingénieur des travaux de 1re classe, 2e échelon (catégorie A2 — indice 1600) à comp-

ter de 10 août 1982 date du retour de stage et conserve son affectation actuelle (section 33, chapitre 27 du budget général).

L'ancienneté dans le nouvel échelon est acquise à compter du 18 juillet 1981 date de son dernier avancement de grade.

L'intéressé est élevé au 3e échelon de son grade à compter du 18 juillet 1983.

Arrêté n° 1152/MTFP du 1-8-85. — Les institutrices-adjointes ci-après désignées du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admises au certificat d'aptitude pédagogique (CAP), session des 20 et 21 octobre 1982, sont intégrées dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'institutrices (cat. B) dans les conditions suivantes à compter du 1er janvier 1983 et conservent leur affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

Nom et prénoms	Ancien grade	Date du dernier avancement	Nouveau grade	Date d'effet de l'ancienneté pour le prochain avancement dans le nouveau corps
Adjallé Akossiwa Ewoyanawo n° mle 009203-V	inst. adj. 3e clas. 3e échel. indice 650	1-1-82	inst. de 2e clas. 1er échel. indice 750	1-1-83
Aguéréburu Ahlonkoba, épse Ekué n° mle 000461-X	inst. adj. 1re clas. 2e échel. indice 950	1-1-82	inst. de 2e clas. 3e échel. indice 950	1-1-82

Arrêté n° 1153/MTFP du 1-8-85 — M. Talaga Takoula Badjonkassoula, n° mle 015897-B, professeur technique-adjoint de 3e classe, 2e échelon (catégorie C - indice 600) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis, au certificat de fin d'études normales de l'enseignement technique (CFEN/ET) spécialité: mécanique auto session de mai-juin 1984, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité de professeur technique de 3e classe, 1er échelon stagiaire (catégorie B - indice 750) à compter du 10 septembre 1984 et conserve son affectation actuelle (section 29, chapitre 13 du budget général).

Arrêté n° 1154/MTFP du 1-8-85 — M. Nonoa Salima, n° mle 015438-G, ingénieur des travaux agricoles de 2e classe, 4e échelon, est promu au grade d'ingénieur des travaux agricoles de 1re classe, 1er échelon à compter du 3 novembre 1981.

M. Nonoa Salima, n° mle 015438-G, ingénieur des travaux agricoles de 1re classe, 1er échelon (catégorie A2 — indice 1500) du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, titulaire du « Master of science in agronomy » de l'université de Virginie aux Etats-Unis d'Amérique, à l'issue d'un stage de formation professionnelle d'une durée de deux (2) ans et d'une disponibilité sans traitement pour études d'une durée d'un an, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'ingénieur d'agriculture de 2e classe, 3e échelon (catégorie A1 - indice 1600) à compter du 7 février 1983 dans de son retour de stage et conserve son affectation actuelle (section 21, chapitre 20 du budget général).

Arrêté n° 1155/MTFP du 1-8-85 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Hounyo Sossou Fiovo

dou, n° mle 003077-X, l'arrêté n° 01193/MTFP du 16 octobre 1984 portant avancement automatique d'échelons.

M. Hounyo Sossou Fiovo, n° mle 003077-X, moniteur de 2e classe, 1er échelon (catégorie D - indice 430) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP) série concours, session d'octobre 1981, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteur-adjoint de 3e classe, 1er échelon (catégorie C - indice 550) à compter du 1er janvier 1982 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

Arrêté n° 1156/MTFP du 1-8-85 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 1193/MTFP du 16 octobre 1984 portant avancement automatique d'échelons dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en ce qui concerne M. Ekouwonou Yao.

M. Ekouwonou Yao, n° mle 01750-X, moniteur de 2e classe, 1er échelon (catégorie D - indice 430) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement titulaire du certificat élémentaire d'aptitude pédagogique série concours, (session des 21 et 22 octobre 1981), est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteur-adjoint de 3e classe, 1er échelon (catégorie C - indice 550) à compter du 1er janvier 1982 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

Arrêté n° 1157/MTFP du 1-8-85 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Yamba Malo, l'arrêté n° 00814/MTFP du 27 juin 1984 portant avancement automatique d'échelons dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement.

M. Fenou Assogbala Ikoukossahilou, n° mle 002107-M, moniteur de 2e classe, 1er échelon, est élevé au 2e échelon

de son grade (indice 470) à compter du 1er janvier 1982.

Les moniteurs ci-après désignés (catégorie D) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP), série concours, session des 20 et 21 octobre 1982, sont intégrés dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteurs-adjoints de 3e classe, 1er échelon (catégorie C - indice 550) à compter du 1er janvier 1983 et conservent leur affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général) :

— Yaovi Nayo, n° mle 018049-K, moniteur de 2e classe, 1er échelon (indice 430)

— Fenu Assogbala Ikoukossahilou, n° mle 002107-M, moniteur de 2e classe, 2e échelon (indice 470)

— Yamba Malo, n° mle 019250-U, moniteur de 3e classe, 3e échelon (indice 350).

Arrêté n° 1158/MTFP du 1-8-85 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Trekou Demanya Koffi, n° mle 013058-U, l'arrêté n° 103/MTFP du 18 janvier 1984 portant promotion et avancement automatique d'échelons.

MM. Trekou Demanya Koffi, n° mle 013058-U et Agble Djinissi Omaboé, n° mle 012939-D, instituteurs-adjoints (catégorie C du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat de fin d'études normales de l'école normale des instituteurs d'Atakpamé (CFEN-ENI), sont intégrés dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteurs de 2e classe 1er échelon stagiaires (catégorie B — indice 750) à compter du 20 septembre 1982, date de leur reprise de service et conservent leur affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

MM. Trekou Demanya Koffi, n° mle 013058-U et Agble Djinissi Omaboé, n° mle 012939-D, instituteurs de 2e classe 1er échelon stagiaires (catégorie B — indice 750), admis au certificat d'aptitude pédagogique (CAP-CFEN-ENI), session d'octobre 1982, sont titularisés dans leur emploi à compter du 1er janvier 1983.

La situation administrative des intéressés est révisée comme suit :

CATEGORIE C

Trekou Demanya Koffi

1-1-1981 — instituteur-adjoint de 2e classe 1er échelon (indice 750)

Agble Djinissi Omaboé

12-9-1982 — instituteur-adjoint de 2e classe 2e échelon (indice 800)

CATEGORIE B

Trekou Demanya Koffi

1-1-1983 — instituteur de 2e classe 1er échelon + AC. 2 ans

1-1-1983 — instituteur de 2e classe 2e échelon (indice 850) ancienneté épuisée

Agble Djinissi Omaboé

1-1-1983 — instituteur de 2e classe 2e échelon (indice 850).

Arrêté n° 1159/MTFP du 1-8-85 — Les moniteurs ci-après désignés du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP) série concours, session des 20 et 21 octobre 1982, sont intégrés dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteurs-adjoints de 3e classe 1er échelon (catégorie C — indice 550) à compter du 1er janvier 1983 et conservent leur affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général) :

Gbetey Yawa Djigbodi, épouse Konou, n° mle 017569-K, monitrice de 3e classe 3e échelon (indice 350)

Naya Bawa, n° mle 017829-F, moniteur de 3e classe 4e échelon (indice 390)

Djinadja Essi Katchénabi, épouse Ede n° mle 016633-K, monitrice de 2e classe 2e échelon (indice 470)

Leninmi Wolou Batcho, n° mle 17760-A, moniteur de 2e classe 1er échelon (indice 430).

Arrêté n° 1160/MTFP du 1-8-85 — M. Akplassou Agbévérou n° mle 008187-D, commis d'administration de 1re classe 3e échelon (catégorie D — indice 510) du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) et qui a réuni deux (2) ans de service dans le corps des commis d'administration, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'adjoint administratif de 2e classe 1er échelon (catégorie C — indice 550) à compter du 24 novembre 1984 et conserve son affectation actuelle (section 35, chapitre 21 du budget général).

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 3 avril 1985.

Arrêté n° 1161/MTFP du 1-8-85 — Mme Kombaté Damigou, épouse Kpela, n° mle 005695-R, adjoint administratif principal 1er échelon (catégorie C — indice 900) est élevée au 2e échelon de son grade (indice 950) à compter du 1er décembre 1983.

Les adjoints-administratifs (catégorie C) ci-après désignés, admis à l'examen de sortie de l'école nationale de formation sociale (ENFS), sont rayés du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale et intégrés dans la catégorie B dans les conditions suivantes à compter du 23 juillet 1984. Ils conservent leur affectation actuelle (section 23, chapitre 22 du budget général) :

Nom et prénoms	Ancien grade	Date du dernier avancement	Nouveau grade	Date d'effet de l'ancienneté pour le prochain avancement dans le nouveau corps
Adi Esso, n° mle 021204-E	adjoint administratif 1re classe 1er échelon (ind. 750)	4-11-83	agent d'animation sociale 2e classe 1er échelon (ind. 750)	4-11-83
Ecoué A. Kanlé, épse Agbodjan n° mle 004258-L	adjoint administratif principal 1er échelon (ind. 900)	1-11-82	agent de protection sociale 2e classe 3e échelon (ind. 950)	23-7-84
Assih Labré Bidjosme n° mle 010416-A	adjoint administratif 1re classe 3e échelon (ind. 850)	1-10-82	agent d'animation sociale 2e classe 2e échelon (ind. 850)	1-10-82
Assoti Mèba Bilakiani n° mle 018851-V	adjoint administratif 2e classe 4e échelon (ind. 700)	23-11-82	agent d'animation sociale 2e classe 1er échelon (ind. 750)	23-7-84
Bodjona Manani, épse Agrignan n° mle 013277-X	adjoint administratif 1re classe 1er échelon (ind. 750)	1-10-82	agent de protection sociale 2e classe 2e échelon (ind. 800)	23-7-84
Babalima M'Bakahel n° mle 015205-P	adjoint administratif 1re classe 2e échelon (ind. 800)	1-10-83	agent d'animation sociale 2e classe 2e échelon (ind. 850)	23-7-84
Ohin Ahlonkoba, épse Batascome n° mle 007651-M	adjoint administratif principal 1er échelon (ind. 900)	1-9-82	agent d'animation sociale 2e classe 3e échelon (ind. 950)	23-7-84
Denyigba Yawa n° mle 013548-E	adjoint administratif 1re classe 1er échelon (ind. 750)	4-11-82	agent de protection sociale 2e classe 1er échelon (ind. 750)	4-11-82
Akitani Améyo, épse Doe-Bruce n° mle 006340-N	adjoint administratif principal 1er échelon (ind. 900)	1-1-83	agent de protection sociale 2e classe 3e échelon (ind. 950)	23-7-84
S'Damba Adjara, épse Douti n° mle 021213-F	adjoint administratif 2e classe 4e échelon (ind. 700)	4-11-83	agent d'animation sociale 2e classe 1er échelon (ind. 750)	23-7-84
Egbatso Kabourè n° mle 018403-M	adjoint administratif 1re classe 1er échelon (ind. 750)	11-10-82	agent d'animation sociale 2e classe 1er échelon (ind. 750)	11-10-82
Ghati Ikpinidi, épse Essoh n° mle 010428-E	adjoint administratif 1re classe 2e échelon (ind. 800)	1-10-82	agent d'animation sociale 2e classe 2e échelon (ind. 850)	23-7-84
Hoede Oboyi, épse Fatondji n° mle 011586-C	adjoint administratif 1re classe 3e échelon (ind. 850)	1-10-83	agent de protection sociale 2e classe 2e échelon (ind. 850)	1-10-83
Gantjin Koffi n° mle 005721-B	adjoint administratif principal 3e échelon (ind. 1000)	1-12-83	agent d'animation sociale 2e classe 4e échelon (ind. 1050)	23-7-84
Bebei Essodina, épse Gnanse n° mle 006251-V	adjoint administratif principal 1er échelon (ind. 900)		agent d'animation sociale 2e classe 3e échelon (ind. 950)	23-7-84
Hessou Koffi Mawulé n° mle 020974-Q	adjoint administratif 1re classe 1er échelon (ind. 750)	3-10-83	agent d'animation sociale 2e classe 1er échelon (ind. 750)	3-10-83
Kassime Osséni n° mle 018415-R	adjoint administratif 1re classe 1er échelon (ind. 750)	10-10-82	agent d'animation sociale 2e classe 1er échelon (ind. 750)	10-10-82
Gomon Abravi, épse Keoula n° mle 005723-V	adjoint administratif principal 1er échelon (ind. 900)	1-12-83	agent d'animation sociale 2e classe 3e échelon (ind. 950)	23-7-84
Laban Essi, épse Koudaya n° mle 009069-F	adjoint administratif 1re classe 3e échelon (ind. 850)	1-10-83	agent de protection sociale 2e classe 2e échelon (ind. 850)	1-10-83

Nom et prénoms	Ancien grade	Date du dernier avancement	Nouveau grade	Date d'effet de l'ancienneté pour le prochain avancement dans le nouveau corps
Kougnon Ezéhou n° mle 020980-N	adjoint administratif 1re classe 1er échelon (ind. 750)	3-10-83	agent d'animation sociale 2e classe 1er échelon (ind. 750)	3-10-83
Sessou Akouèba, épouse Kpade n° mle 011607-H	adjoint administratif 1re classe 2e échelon (ind. 800)	1-10-83	agent de protection sociale 2e classe 2e échelon (ind. 850)	23-7-84
Kemhaté Damigou, épouse Kpeli n° mle 005695-R	adjoint administratif principal 2e échelon (ind. 950)	1-12-83	agent de protection sociale 2e classe 3e échelon (ind. 950)	1-12-83
Lamboni Beihla n° mle 020982-G	adjoint administratif 2e classe 4e échelon (ind. 700)	3-10-83	agent d'animation sociale 2e classe 1er échelon (ind. 750)	23-7-84
Ocloo Adjowa Bédéwoxa, épouse Kpodar, n° mle 006922-L	adjoint administratif principal 2e échelon (ind. 950)	1-10-83	agent d'animation sociale 2e classe 3e échelon (ind. 950)	1-10-83
de Souza Atalawoè, épouse Lodonou n° mle 006253-P	adjoint administratif principal 2e échelon (ind. 950)	3-10-83	agent d'animation sociale 2e classe 3e échelon (ind. 950)	1-11-83
Otoyi Kokou n° mle 020988-E	adjoint administratif 1re classe 1er échelon (ind. 750)	1-11-83	agent d'animation sociale 2e classe 1er échelon (ind. 750)	3-10-83
Pana Pessaidé n° mle 015605-X	adjoint administratif 1re classe 1er échelon (ind. 750)	8-12-83	agent de protection sociale 2e classe 1er échelon (ind. 750)	8-12-83
Abété Afoua, épouse Pissang n° mle 018389-X	adjoint administratif 2e classe 4e échelon (ind. 700)	11-10-82	agent de protection sociale 2e classe 1er échelon (ind. 750)	23-7-84
Tsatsou Messan n° mle 021001-K	adjoint administratif 1re classe 1er échelon (ind. 750)	3-10-83	agent d'animation sociale 2e classe 1er échelon (ind. 750)	3-10-83
Tugli Yao Djogbenyui n° mle 015246-G	adjoint administratif 1re classe 2e échelon (ind. 800)	1-10-83	agent d'animation sociale 2e classe 2e échelon (ind. 850)	23-7-84
Viglo Kodjo Agbéhavi n° mle 021002-U	adjoint administratif 1re classe 1er échelon (ind. 750)	3-10-83	agent d'animation sociale 2e classe 1er échelon (ind. 750)	3-10-83
Agouvi Kokou Afawubo n° mle 008997-F	adjoint administratif principal 1er échelon (ind. 900)	1-10-83	agent d'animation sociale 2e classe 3e échelon (ind. 950)	23-7-84

Arrêté n° 1162/MTEP du 1-8-85 — Les instituteurs et instituteurs-adjoints ci-après désignés du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis à l'examen de sortie du certificat de fin d'études normales (CFEN) session de juin 1984, sont intégrés dans la catégorie hiérarchique supérieure

en qualité de professeurs des collèges d'enseignement général de 3e classe, 1er échelon stagiaires (cat. A2, indice 1100) à compter des dates suivantes et conservent leur affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

Noms et prénoms	Date d'effet
Adekpi Koffi Manou, n° mle 020807-Z, inst. de 2e cl. 4e échel. (Ind. 1050)	10-9-84
Adimi Kokou Adzode, n° mle 012935-Z, inst. de 2e cl. 3e échel. (Ind. 950)	10-9-84
Agbeve Fioviladja, n° mle 023775-H, inst. de 2e cl. 4e échel. (Ind. 1050)	10-9-84
Agbogui Kokou, n° mle 010319-Z, inst. de 2e cl. 4e échel. (Ind. 1050)	10-9-84
Balebako Yao Rondakpa, n° mle 023833-K, inst. de 2e cl. 4e échel. (Ind. 1050)	10-9-84
Djimesse Kokou, n° mle 020802-C, inst. de 2e cl. 4e échel. (Ind. 1050)	10-9-84
Dzakou Kwami, n° mle 017478-G, inst. adjt de 3e cl. 4e échel. (Ind. 700)	10-9-84
Ekpao Adjoua, n° mle 028699-M, inst. de 2e cl. 3e échel. (Ind. 950)	10-9-84
Kelouwani Gnimde, n° mle 007699-M, inst. de 2e cl. 4e échel. (Ind. 1050)	10-9-84
Kolani Kinanlèbè, n° mle 008459-V, inst. de 2e cl. 4e échel. (Ind. 1050)	10-9-84
Lawson Anani-Soh Boèvi, n° mle 020713-K, inst. de 2e cl. 4e échel. (Ind. 1050)	10-9-84
Mensah Koffi Agbémondidi, n° mle 006910-Q, inst. de 1re cl. 1er échelon (Ind. 1150)	20-9-84
Pre Kodjovi, n° mle 020783-Z, inst. de 2e cl. 4e échel. (Ind. 1050)	10-9-84
Sessi Abalovi, n° mle 023978-U, inst. de 2e cl. 3e échel. (Ind. 950)	10-9-84
Sossou Koffi, n° mle 006192-A, inst. de 2e cl. 4e échel. (Ind. 1050)	10-9-84
Takouda Banawai Blèzah, n° mle 020786-U, inst. de 2e cl. 2e échel. (Ind. 1050)	10-9-84
Tchindou Babanam, n° mle 017973-F, inst. adjt de 3e cl. 4e échel. (Ind. 700)	7-9-84
Togbonou Kodjo Afançoé, n° mle 014318-Y, inst. de 2e cl. 4e échel. (Ind. 1050)	12-9-84
Zanou Dossou, n° mle 023999-Z, inst. de 2e cl. 3e échel. (Ind. 950)	10-9-84

M. Mensah Koffi Agbémondidi, n° mle 006910-Q, conserve le traitement correspondant à l'indice 1150 qu'il a atteint dans le corps des instituteurs.

Arrêté n° 1163-MTFP du 1-8-85. — M. Ballé Essodjolo, n° mle 013920-A, instituteur-adjoint de 3e classe 4e échelon (catégorie C — indice 700) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat d'aptitude pédagogique (CAP — concours) session des 19 et 20 octobre 1983, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteur de 2e classe 1er échelon (catégorie B — indice 750) à compter du 1er janvier 1984 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

Arrêté n° 1164-MTFP du 1-8-85 — M. Atandji Afangla, n° mle 014662-Q, laborantin d'Etat de 1re classe 1er échelon (catégorie B — indice 1150) du cadre du personnel médical et technique de la santé publique, titulaire du diplôme universitaire de technicien supérieur de laboratoire et des sciences biologiques, option : analyses biologiques et biochimiques, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité de technicien supérieur de laboratoire de 2e classe 2e échelon (catégorie A2 — indice 1200) à compter du 25 avril 1985 et conserve son affectation actuelle (section 23, chapitre 20 du budget général).

L'ancienneté dans la nouvelle catégorie est acquise à compter du 1er août 1983 date du dernier avancement en grade de M. Atandji Afangla dans le corps de provenance.

Arrêté n° 1166-MTFP du 1-8-85 — M. Acotie Couassikan, n° mle 003630-G, professeur des collèges d'enseignement général de 3e classe 4e échelon (catégorie A2-indice 1400), du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire de la licence ès-lettres (option : lettres modernes) session de juin 1984 de l'université du Bénin, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité de professeur de 3e classe 2e échelon (catégorie A1-indice 1450) à compter du 1er novembre 1984 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 35 du budget général).

L'ancienneté dans la nouvelle catégorie est acquise à compter du 1er juillet 1982 date du dernier avancement automatique d'échelons de l'intéressé dans son ancien corps.

Arrêté n° 1167-MTFP du 1-8-85 — M. Sama Kézié Essossina, n° mle 012765-F, commis d'administration de 1re classe 2e échelon (catégorie D — indice 470) du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) et qui a réuni deux ans d'ancienneté dans sa catégorie, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'adjoint administratif de 2e classe 1er échelon (catégorie C — indice 550) à compter du 15 octobre 1984 et conserve son affectation actuelle (section 23, chapitre 20 du budget général).

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 15 mai 1985.

Arrêté n° 1168-MTFP du 1-8-85 — M. Ouro-Akpo Mamah Taïrou, n° mle 021641-T, agent technique de 1re classe 1er échelon (catégorie B — indice 1150) du cadre du personnel médical et technique de la santé publique, titulaire du diplôme universitaire de technicien supérieur de laboratoire et des sciences biologiques option : analyses biologiques et biochimiques de l'Université du Bénin, est rayé du cadre d'origine et intégré dans la catégorie A2 en qualité de technicien supérieur de laboratoire de 2e classe 2e échelon (catégorie A2 — indice 1200) à compter du 12

février 1985 et conserve son affectation actuelle (section 49, chapitre 1 du budget général).

L'ancienneté dans le nouveau grade est acquise à compter du 3 janvier 1984, date de son dernier avancement.

Arrêté n° 1169/MTFP du 1-8-85 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Djamessi Yao Agbélenugor, n° mle 013224-A, l'arrêté n° 01248/MTFP du 29 octobre 1984, portant promotion dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement.

M. Djamessi Yao Agbélenugor, n° mle 013224-A, instituteur-adjoint de 3e classe 4e échelon (catégorie C — indice 700) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat d'aptitude pédagogique (CAP) série concours session des 19 et 20 octobre 1983, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteur de 2e classe 1er échelon (catégorie B — indice 750) à compter du 1er janvier 1984 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

Nomination

Arrêté n° 1122/MTFP/DGTMSS du 29-7-85 M. Agbovi Kodzo n° mle 005184-A, administrateur civil 3e échelon, en service à la direction générale du travail, de la main-d'œuvre et de la sécurité sociale est nommé chef de division étude, réglementation et contentieux à la direction générale du travail, main-d'œuvre et sécurité sociale.

M. Bouka-Egah Komlan n° mle 006309-F, attaché d'administration de 2e classe 4e échelon, en service à la direction générale du travail, de la main-d'œuvre et de la sécurité sociale est nommé chef service de l'inspection du travail et des lois sociales de Sokodé (région centrale).

M. Adom-Sato Takougnadi n° mle 006099-D, en service à la direction générale du travail, de la main-d'œuvre et de la sécurité sociale (secrétaire d'administration de 2e classe 3e échelon), est nommé chef de division main-d'œuvre emploi et formation professionnelle à la direction générale du travail, main-d'œuvre et sécurité sociale.

Le traitement et l'indemnité de fonction des intéressés sont imputables à la section 12, chapitre 21, article 00, paragraphe 18 du budget général.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

Titularisation

Arrêté n° 1109/MTFP du 22-7-85 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Babaka Gbamra Badji Bassa, n° mle 020824-J, l'arrêté n° mle 334/MTFP du 28 février 1984 portant titularisation et avancement automatique d'échelon.

Détachements

Arrêté n° 1106/MTFP du 18-7-85 — M. Dogo Koudjolou, n° mle 004508-W, administrateur civil en chef

3e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en fonction au Cabinet du Président de la République est placé dans la position de détachement pour servir auprès de la Compagnie Multinationale Air Afrique.

Durant la période de détachement, les émoluments de M. Dogo ainsi que la contribution complémentaire à la caisse de retraite du Togo seront à la charge de ladite Compagnie.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 6 %.

Le présent arrêté a effet à compter du 1er juillet 1985.

Arrêté n° 1111/MTFP du 23-7-85 — M. Gaba Ekué, attaché d'administration de 2e classe 4e échelon, du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en service au Ministère du Plan et de l'Industrie est placé dans la position de détachement pour servir auprès de la SOTED à Lomé.

Pendant la durée du détachement, les émoluments de l'intéressé ainsi que les contributions complémentaires à la caisse de retraites du Togo seront à la charge de la SOTED.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 6 %.

Le présent arrêté a effet à compter du 1er janvier 1980.

Arrêté n° 1116/MTFP du 23-7-85 — Mme Kondi Ikpindi Tadoba, épouse Zoumaro-Djayoom, n° mle 007520 J, secrétaire d'administration de 1re classe 3e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, en service à la direction générale des Affaires Sociales, qui a été placée dans la position de détachement auprès du projet rural d'hydraulique et d'éducation socio-sanitaire dans la préfecture de Zio et Yoto suivant arrêté n° 315/MTFP du 4 février 1985 est maintenue dans la même position pour une nouvelle période de trois (3) ans, valable du 1er juillet 1985 au 30 juin 1988 inclus.

Durant la période du détachement les émoluments de Mme Kondi seront à la charge dudit projet.

L'intéressée subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 6 %.

Arrêté n° 1124/MTFP du 30-7-85 — Il est mis fin au détachement auprès de la régie nationale des eaux du Togo de M. Kaaga Djéra n° mle 013954-L contrôleur de 1re classe 1er échelon du cadre des fonctionnaires du trésor.

L'intéressé est remis à la disposition du ministre l'économie et finances.

Le présent arrêté a effet à compter du 1er juillet 1985.

Arrêté n° 1205-MTFP du 13-8-85. — M. Azandegbe Eni Kodjo Ekpé, n° mle 034081-K, administrateur de commerce 2e échelon en service au ministère des Sociétés

d'Etat est placé dans la position de détachement pour servir au Centre Artisanal d'Agou-Nyogbo (CAAN) (préfecture de Kloto).

Durant la période de détachement, les émoluments de M. Azandegbe ainsi que la contribution complémentaire à la caisse de retraites du Togo seront à la charge du Centre Artisanal d'Agou-Nyogbo (CAAN).

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 6 %.

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé à son nouveau poste.

Absences irrégulières

Arrêté n° 1100-MTFP du 17-7-85. — Est constatée à compter du 8 avril 1985 l'absence irrégulière de M. Dosseh Folly Afanko Houessavi, n° mle 014342-Y, chef de station de 2e classe 3e échelon en service au réseau des chemins de fer du Togo (exploitation).

Pendant la durée de l'absence, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement.

Arrêté n° 1133-MTFP du 30-7-85. — Est constatée à compter du 21 mai 1985 l'absence irrégulière de M. Lamadou Sama Kpandja, moniteur de 2e classe 2e échelon en service à l'école primaire publique de Dantcho (Préfecture de Tchamba).

Pendant la durée de l'absence, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement.

Arrêté n° 1165-MTFP du 1-8-85. — Est constatée à compter des dates suivantes l'absence irrégulière des agents ci-après désignés relevant du ministère de l'éducation nationale et de la recherche scientifique.

25-2-1985

Agama Akouété, n° mle 015322-L, moniteur de 3e cl. 3e éch. en service à l'école primaire publique de Kouvé centre (préfecture de Yoto)

5-3-1985

Oklogbe Koffi Mikeledo, n° mle 006992-S, moniteur de 3e cl. 4e éch. en service à l'école primaire publique d'Illico (Préfecture d'Amou)

17-4-1985

Deklou Komj Mélagbé, n° mle 021474-C, instituteur de 2e cl. 1er éch. stagiaire en service au CEG de Sollah-Ville (Préfecture de la Binah).

Pendant la durée de l'absence, les intéressés n'auront droit à aucun traitement.

Arrêté n° 1210-MTFP du 13-8-85. — Est constatée à compter du 13 avril 1985, l'absence irrégulière de M. Adolehoume Apédo Têko, n° mle 004987-M commis d'administration de 1re classe 3e échelon en service au poste forestier de Dankpen.

Pendant la durée de l'absence, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement.

Arrêté n° 1217-MTFP du 13-8-85. — Est constatée à compter du 20 mai 1985, l'absence irrégulière des agents ci-après désignés relevant du ministère de la santé publique, des affaires sociales et de la condition féminine:

Komeda Afantodji Komlan, n° mle 020265-B, infirmier d'Etat de 2e classe 3e échelon en service au dispensaire de Landa (subdivision sanitaire de la Kozah);

Lawson Mensah, n° mle 005814-G, infirmier d'Etat de 2e classe 3e échelon en service au Centre de Santé de Kétao (subdivision sanitaire de la Binah).

Pendant la durée de l'absence, les intéressés n'auront droit à aucun traitement.

Arrêté n° 1218-MTFP du 14/8/85 — Est constatée à compter des dates suivantes l'absence irrégulière des agents ci-après désignés du cadre des fonctionnaires de l'enseignement :

6 mai 1985

M. Tagba Tchalla, n° mle 024818-U, instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon en service à l'inspection de l'enseignement du premier degré de la Binah (Pagouda).

M. Dackey Nana Kossi Wéézomey, n° mle 013598-Y, instituteur-adjoint de 3e classe 3e échelon en service à l'inspection de l'enseignement du premier degré de la Binah (Pagouda).

7 juin 1985

M. Kaata Sémina, n° mle 033790-K, instituteur de 2e classe 2e échelon en service à l'école primaire publique centrale de Notsè (préf. Haho).

Pendant la durée de l'absence, les intéressés n'auront droit à aucun traitement.

Révocations

Arrêté n° 1099-MTFP du 17-7-85 — M. N'Kawula Badjilma, n° mle 030663-H, professeur de CEG de 3e classe 2e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement en service au CEG de Pya-Akéi, est révoqué de ses fonctions pour comportement incompatible avec la dignité de la fonction enseignante.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

Arrêté n° 1137-MTFP du 30-7-85 — M. Kao Bokobosso, n° mle 011979-D, gardien de la paix 6e échelon du cadre des fonctionnaires de la police, est révoqué de ses fonctions sans suspension des droits à compter du 13 janvier 1985 pour abandon de poste.

Arrêté n° 1138-MTFP du 30-7-85 — Les agents

ci-après désignés du cadre des fonctionnaires des postes et télécommunications sont révoqués de leurs fonctions sans suspension des droits à pension à compter des dates suivantes pour abandon de postes :

1er août 1984

Mme Brassier Mémina Méla, épouse Salifou, n° mle 005912-S, préposé de 1re classe 3e échelon

1er septembre 1984

M. Komlan Kwami Gaba, n° mle 014148-E, inspecteur principal 1er échelon

1er juin 1984

M. Assani Anafiou, n° mle 019907-V, agent d'exploitation de 2e classe 4e échelon.

1er décembre 1984

M. Ephoevi-Ga Kangni Zobigbé, n° mle 005914-L, agent d'exploitation de 1re classe 3e échelon.

Arrêté n° 1139-MTFP du 30-7-85 — M. Bati Komlan, n° mle 005946-C, officier-adjoint de 2e classe 4e échelon du cadre des fonctionnaires de la police est révoqué de ses fonctions pour faute grave de service.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

Arrêté n° 1199-MTFP du 13-8-85 — M. Adabra Kodjo Suka, n° mle 001758-G, professeur de 3e classe 4e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, en service au village du Bénin, est révoqué de ses fonctions sans suspension des droits à pension pour abandon de poste.

Le présent arrêté a effet à compter du 1er mars 1983.

Arrêté n° 1200-MTFP du 13-8-85. — M. Agege Nougbe Kouami, n° mle 008956-N, professeur de 3e classe 4e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, en service au C.E.G. de Tsévié-ville 2, (Zio), est révoqué de ses fonctions sans suspension des droits à pensions à compter du 10 février 1985 pour abandon de poste.

Arrêté n° 1223-MTFP du 14-8-85. — Mme Ihou Ekoua, épouse Gaba n° mle 005724-E professeur de 2e classe 3e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement en service au Lycée de Tokoin est révoquée de ses fonctions sans suspension de droits à pensions à compter du 19 septembre 1983 pour abandon de poste.

Arrêté n° 1230-MTFP du 14-8-85. — Les fonctionnaires ci-après désignés sont révoqués de leur fonction pour faute grave de service :

Amah Abayi Manguiwèkim, n° mle 004419-D, attaché d'administration de 2e classe 4e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale;

Assiongbon Kouessan Agbemufan, n° mle 006855-M, instituteur de 2e classe 4e échelon.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 1232-MTFP du 16-8-85. — M. Hémou Kpatcha Ayabana, n° mle 005471-Z, ingénieur principal des travaux météorologiques 3e échelon du cadre des fonctionnaires de la météorologie, en service à l'ASECNA, est révoqué de ses fonctions pour faute grave commise dans l'exercice de ses fonctions.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 1238-MTFP du 20-8-85. — Les fonctionnaires ci-dessous désignés du cadre du personnel de l'enseignement, sont révoqués de leur fonction pour faute grave de service :

Edorh Amégnizi N'Konou, n° mle 03366-M, professeur de l'enseignement supérieur de 3e classe 2e échelon stagiaire, en service à l'Université du Bénin.

Kadumta M'Bow, n° mle 026380-N, professeur de l'enseignement supérieur de 3e classe 4e échelon, en service à l'Université du Bénin.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

Changement de cadre

Arrêté n° 1170-MTFP du 1-8-85 — M. Gogue Dindigbé, n° mle 023898-C, instituteur de 2e classe 4e échelon (catégorie B — indice 1050), titulaire du diplôme du cycle de formation des cadres du travail (niveau contrôleur) du cadre régional africain d'administration du travail (CRADAT) à Yaoundé (Cameroun), session 1979-1980, est rayé du cadre des fonctionnaires de l'enseignement et intégré dans celui des fonctionnaires de l'administration générale en qualité de secrétaire d'administration de 2e classe 4e échelon (catégorie B — indice 1050) et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

Le présent arrêté prend effet à compter du 12 novembre 1984.

Licenciements

Arrêté n° 1136-MTFP du 30-7-85. — M. Figah Komla Ezo, n° mle 027322-L, instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon stagiaire du cadre des fonctionnaires de l'enseignement en service au C.E.G. d'Anfoin est licencié de ses fonctions à compter du 19 mars 1985 pour abandon de poste.

Arrêté n° 1189-MTFP du 2-8-85. — Mme Agbovi-Plinn Kouéssan Dovi, épouse Amédomé, sténo-dactylographe de 2e classe 2e échelon stagiaire n° mle 030212-W du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en service à la Direction de la Fonction Publique, est licenciée de ses fonctions pour abandon de poste.

Le présent arrêté a effet à compter du 6 mai 1985.

Rappels à l'activité

Arrêté n° 1113-MTFP du 23-7-85. — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 910-MTFP du 27 juillet 1984 portant révocation de M. Agba Tchatchariléba, n° mle 020533-P, moniteur de 3e classe 1er échelon en service à l'école primaire publique de Nali (Préfecture de l'Oti).

M. Agba Tchatchariléba, n° mle 020533-P, moniteur de 3e classe 1er échelon en service à l'école primaire publique de Nali (Préfecture de l'Oti) dont l'absence irrégulière a été constatée suivant décision n° 644-MTFP du 25 mai 1984 est rappelé à l'activité et remis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 1129-MTFP du 30-7-85. — Les dispositions de l'arrêté n° 1073-MTFP du 9 juillet 1985 portant rappel à l'activité sont modifiées comme suit :

M. Gbadfe Yao Mawuli, n° mle 020875-M, instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon stagiaire dont l'absence irrégulière a été constatée suivant arrêté n° 880-MTFP du 23 mai 1985, est rappelé à l'activité et remis à la disposition du Ministre de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique.

Le présent arrêté prend effet à compter du 15 avril 1985.

Arrêté n° 1201-MTFP du 13-8-85. — M. Agboli Yao, n° mle 006838-C, infirmier principal 1er échelon du cadre du personnel médical et technique de la santé publique en service au centre hospitalier et universitaire de Lomé, dont l'absence irrégulière a été constatée suivant l'arrêté n° 690-MTFP du 4 avril 1985, est rappelé à l'activité et remis à la disposition du ministre de la santé publique, des affaires sociales et de la condition féminine.

Le présent arrêté prend effet à compter du 3 juin 1985.

Arrêté n° 1203-MTFP du 13-8-85 — M. Ahiakpor Kossi, infirmier d'Etat de 2e classe, 4e échelon, n° mle 016665-B, du cadre du personnel médical et technique de la santé publique en service à la subdivision sanitaire de Haho, dont l'absence irrégulière a été constatée par décision n° 810-MTFP du 3 juillet 1984 est rappelé à l'activité et remis à la disposition du ministre de la santé publique des affaires sociales et de la condition féminine.

Le présent arrêté prend effet à compter du 3 juin 1985.

Arrêté n° 1226-MTFP du 14-8-85 — Mme Amouzou Aziagbédé Abléwa, épouse Mathia, n° mle 026568-A, infirmière-adjointe 3e échelon du cadre du personnel médical et technique de la santé publique, en service au CHU de Lomé dont l'absence irrégulière a été constatée suivant arrêté n° 1036-MTFP du 3 juillet 1985, est rappelée à l'activité et remise à la disposition du ministre de la santé publique, des affaires sociales et de la condition féminine.

Le présent arrêté prend effet pour compter du 23 avril 1985.

Réquisition

Arrêté n° 1237-MTFP du 20-8-85 — M. Kuéviakoé Assiongbon Vovomé, administrateur civil en chef en retraite, spécialisé en organisation informatique, est requis pour assister le directeur de la gestion informatique du personnel et de l'emploi dans l'informatisation des travaux de secrétariat du concours de recrutement des fonctionnaires session des 27 et 28 juin 1985.

La rémunération de M. Kuéviakoé Assiongbon Vovomé est imputable au budget informatique, gestion 1985, titre 1, chapitre 11, article 1, paragraphe 1, rubrique D, informatisation de la gestion, informatique du personnel et de l'emploi.

Retraite

Arrêté n° 1091-MTFP du 17-7-85—Mme Fumey Adjé-lévi Kafui, épouse Amaizo, n° mle 001153-K, professeur de 3e classe, 3e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, en service au Lycée du 2 Février à Lomé, est admise sur sa demande à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1er octobre 1985, en application des dispositions des articles 4 (nouveau), 9 (nouveau) de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963.

Arrêté n° 1092-MTFP du 17-7-85 — M. Ameganvi Kwessi Ezou, n° mle 004914-C, instituteur principal, 1er échelon en service à la D.F.O.P. qui a accompli trente (30) ans de services effectifs, est admis d'office à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1er août 1985.

La situation de l'intéressé est réglée par l'arrêté interministériel n° 551/MJFPT du 9 juin 1977.

Arrêté n° 1145-MTFP du 30-7-85 — Mme Mensah Goussi Abuya, épouse Kodjo, n° mle 005232-A, agent technique de 1re classe, 2e échelon du cadre des fonctionnaires de la statistique générale en service au centre national d'études et de traitements informatiques (CEN.E.T.I.) de Lomé est admise sur sa demande à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1er janvier 1986 en application des dispositions des articles (6 nouveau) et 9 (nouveau) 16 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963.

Arrêté n° 1146-MTFP du 30-7-85 — Mme Mensah Abra Sèna, épouse Bolouvi, n° mle 005281-K, attaché d'administration de 2e classe, 4e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en service au ministère des affaires étrangères et de la coopération, est admise sur sa demande à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1er septembre 1985 en application des dispositions des

articles 6 (nouveau) et 9 (nouveau) 16-II de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963.

Arrêté n° 1147/MTFP du 30-7-85 — Les agents ci-après désignés du cadre des fonctionnaires de la police ayant atteint la limite d'âge sont admis à faire valoir leurs droits à une pension de retraite à compter des dates suivantes :

1er août 1985

Adjetey-Bahun Dossèvi, n° mle 002728-J, brigadier-chef, 1er échelon

Guemadji Ayaogan, n° mle 007618-L, gardien de la paix, 7e échelon

1er octobre 1985

Abou Dermame, n° mle 002182-Q, brigadier-chef, 1er échelon.

Arrêté n° 1188/MTFP du 1-8-85 — Les fonctionnaires ci-après désignés sont admis d'office à faire valoir leurs droits à une pension de retraite pour invalidité à compter du 1er août 1985 :

M. Abaloutou Pékpénam, n° mle 016642-L, administrateur civil 4e échelon en service à la direction générale du plan

M. Ekoué Attisso Djigbodi, n° mle 015047-Z, professeur de l'enseignement de 1re classe, 1er échelon en service au CEG d'Afagnan (Yoto).

Arrêté n° 1195/MTFP du 13-8-85 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 885/MTFP du 23 mai 1985, portant admission à la retraite de M. Tode-Tsogbé Kudzo, n° mle 011742-G, instituteur-adjoint de 2e classe, 3e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement en service à l'école primaire publique de Kpodzi à Kpalimé (Kloto).

Arrêté n° 1197/MTFP du 13-8-85 — Mme Maboudou Akouavi, épouse Ajavon, institutrice principale de classe exceptionnelle, n° mle 001993-K, du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, en service au Lycée de Tokoin-Lomé, est admise sur sa demande à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1er janvier 1986 en application des dispositions des articles 4 (nouveau) et 9 (nouveau) de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963.

Arrêté n° 1198/MTFP du 13-8-85 — M. Agboton Sémenou, n° mle 001494-G, ingénieur d'élevage principal, 2e échelon du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits en fonction au service des pêches à Kara (préfecture de la Kozah), est admis sur sa demande à faire valoir ses droits à une pension de retraite en application des dispositions des articles 4 (nouveau), 9 (nouveau) de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963.

Le présent arrêté prend effet pour compter du 1er janvier 1986.

Arrêté n° 1219/MTFP du 14-8-85 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Wilson Adomadokin Séwa Tifilifi Mozesse, n° mle 000520-J, agent d'exploitation de 1re classe, 3e échelon du cadre des fonctionnaires des postes et télécommunications en service au ministère de la jeunesse et des sports l'arrêté n° 607/MTFP du 20 mars 1985, portant admission à la retraite.

DIVERS

MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Concession de pensions de retraite, de veuve et d'orphelin

Arrêté n° 473/MEF/CR du 14-8-85 — La pension d'ancienneté concédée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Adabra Suka administrateur-civil-en-chef 2e échelon est révisée et fixée au taux de 72% des émoluments de base correspondant à l'indice 2.500.

Le montant annuel de la nouvelle pension est fixé à un million trois cent cinquante huit mille six cent soixante (1.358.660) francs pour compter du 1er août 1984.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Adabra Suka une majoration pour famille nombreuse au taux de 20% de sa pension principale au titre de ses enfants ci-après désignés :

Esseenam, né le 30 juin 1958

Koffi, né le 2 janvier 1959

Kafui, née le 7 juillet 1959

Agbéko, né le 16 janvier 1961

Yao Togbé, né le 4 octobre 1964.

Le montant annuel de la nouvelle majoration est fixé à deux cent soixante onze mille sept cent trente deux (271.732) francs pour compter du 1er août 1984.

Le reste sans changement.

Arrêté n° 474/MEF/CR du 14-8-85 — La pension pour ancienneté concédée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Houngues Lema Yaovi, instituteur de 1re classe 3e échelon en retraite est révisée et fixée au taux de 65% des émoluments de base correspondant à l'indice 1350 pour compter du 1er janvier 1985.

Le montant annuel de la nouvelle pension est fixé à six cent soixante deux mille trois cent quarante huit (662.348) francs pour compter du 1er janvier 1985.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Houngues Lema Yaovi pour compter du 1er janvier 1985 une majoration pour famille nombreuse au taux de 15% de sa pension principale au titre de ses enfants du 1er au 4e rang ci-après désignés :

Kossiwa, née le 7 avril 1957

Komi, né le 13 juillet 1959

Kossi, né le 12 février 1961

Améyo, née le 26 septembre 1963.

Le montant annuel de la nouvelle majoration est fixé à quatre vingt dix neuf mille trois cent cinquante deux (99.352) francs pour compter du 1er janvier 1985.

Le reste sans changement.

Arrêté n° 475/MEF/CR du 14-8-85 — La pension d'ancienneté concédée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Pana Ombri, administrateur-civil-en-chef 1er échelon en retraite est révisée et fixée au taux de 70% des émoluments de base correspondant à l'indice 2.350.

Le montant annuel de la nouvelle pension est fixé à un million deux cent quarante et un mille six cent soixante quatre (1.241.664) francs pour compter du 1er janvier 1985.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Pana Ombri une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants ci-après désignés :

Tom, né le 4 mars 1957

Tomféilé, né en 1957

Pan-N'la, né le 28 juillet 1959

Palé, né le 12 septembre 1960

Aklesso, né le 13 avril 1962

Awidé, né le 7 octobre 1962.

Le montant annuel de la nouvelle majoration est fixé à trois cent dix mille quatre cent seize (310.416) francs pour compter du 1er janvier 1985.

Le reste sans changement.

Arrêté n° 476/MEF/CR du 19-8-85 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 52%) au montant annuel de cent soixante seize mille six cent vingt huit (176.628) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Bide Tako Kokou, caporal 5e échelon n° mle 0200 du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 450) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er juin 1985.

M. Bide Tako Kokou pourra prétendre, pour compter du 1er juin 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 5e rang) ci-après désignés :

Mehezinewe, née le 28 juillet 1970

Atam, né le 7 juin 1974

Abozouwè, né le 4 novembre 1974

Matem-Nawe, né le 28 septembre 1976

Mèyèbinèwè, née le 19 octobre 1981.

Arrêté n° 477/MEF/CR du 19-8-85 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme veuve Assih Bagnamdou (née Kadanga)

« « Assih Taa (née Kadanga)

« « Assih Donga (née Assih)

« « Assih Koudjou (née Ali),

épouses de feu Assih Tchao, sous-brigadier de police (indice 510) pourcentage 36% décédé le 18 avril 1983, une pension de veuve au taux annuel de dix sept mille trois cent vingt quatre (17.324) francs pour compter du 1er mai 1983.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin pour compter du 18 mai 1983 à chacun des orphelins ci-après désignés (dans la limite de cinq) :

Piyalou, née le 2 septembre 1967

Anabidé, née le 30 juin 1970

Tchékpi, né le 4 janvier 1972

Sindjalim, né le 6 août 1972.

Tchaa, né le 15 septembre 1972

Abissihie, né le 9 décembre 1972

Pya-Abalo, né le 4 février 1973

Kpatcha, né le 14 avril 1974

Naka, née le 14 avril 1974

Essobozou, né le 8 mai 1974

Madidoma, né le 20 avril 1975

Afiyodi, né le 16 octobre 1975

Tétouhaki, né le 4 janvier 1977

Toyi, né le 14 août 1977

Péka-Abalo, né le 14 août 1977

Bigülliwé, né le 4 octobre 1977

Mana, née le 4 août 1979

Yom, né le 4 août 1980

Tchaou, né le 4 août 1980

Mangoumadi, né le 6 février 1981

Agnidouvèi, né le 22 février 1981

Badoumhèkou, né le 1er mai 1982.

Le montant annuel de la pension allouée ci-dessus est fixé à 24.000 francs par orphelin en vertu de l'article 23, paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963 et non aux résultats qu'ont donnés les calculs effectués sur la base du paragraphe 1 du même article.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. Bouyo Yom, administrateur des biens et tuteur des orphelins mineurs du de cujus.

Arrêté n° 478/MEF/CR du 19-8-85 — La pension pour ancienneté concédée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Ahianor Kwasi, inspecteur de la jeunesse et des sports de classe exceptionnelle en retraite est révisée et fixée au taux de 74% des émoluments de base correspondant à l'indice 2.800 pour compter du 1er janvier 1985.

Le montant annuel de la nouvelle pension est fixé à un million cinq cent soixante trois mille neuf cent soixante huit (1.563.968) francs pour compter du 1er janvier 1985.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraite du Togo à M. Ahianor Kwasi pour compter du 1er janvier 1985 une majoration pour famille nombreuse au taux de 20% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 5e rang) ci-après désignés :

Amavi, née le 18 novembre 1950

Kokou, né le 25 février 1955

Levi-Kwami, né le 13 octobre 1959

Komla Dovi, né le 23 février 1963

Kokouvi, né le 28 août 1968

Le montant annuel de la nouvelle majoration est fixée à trois cent douze mille sept cent quatre vingt seize (312.796) francs pour compter du 1er janvier 1985.

Le reste sans changement.

Arrêté n° 479/MEF/CR du 19-8-85 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 80%) au montant annuel de six cent trente quatre mille quarante (634.040) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme Sanya E. A. Adunni, épouse Anthony adjoint adminis-

tratif du cadre des fonctionnaires du corps du personnel de l'administration générale (indice 1.050) admise à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er avril 1985.

Arrêté n° 480/MEF/CR du 20-8-85 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 60%) au montant annuel de six cent cinquante six mille six cent quatre vingt huit (656.688) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Adom Tchaa Gnassingbé Bédébodong, ingénieur adjoint de 1re classe 1er échelon du corps du personnel de l'agriculture (indice 1450) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 7 février 1985.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Adom Tchaa Gnassingbé Bédébodong pour compter du 7 février 1985 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Awadé, né le 13 juin 1957
Tieba, né le 10 mars 1958
Essodina, née le 13 mai 1962
Pialo, née le 24 mars 1963
Tomdété, né le 24 mai 1963
Simféilé, né le 22 octobre 1963.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent soixante quatre mille cent soixante douze (164.172) francs pour compter du 7 février 1985.

M. Adom Tchaa Gnassingbé Bédébodong pourra prétendre, pour compter du 7 février 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 8e au 38e rang) ci-après désignés :

Mindounèwèssouwè, née le 30 août 1965
Tawéléssi, né le 26 septembre 1966
Kéméalo, née le 23 décembre 1966
Dabizinawè, né le 14 octobre 1967
Soli-Esso, né le 28 avril 1968
Essozimna, née le 29 juin 1969
Talbouzouma, né le 14 mai 1970
Bothonèmani, née le 3 août 1971
Méyébina-Esso, née le 7 octobre 1971
Tamalnèyo, née le 23 décembre 1971
Eyassolam, née le 27 février 1972
Gnangbaïwè, née le 5 avril 1972
Balakimbébé, né le 7 septembre 1972
Manani, né le 16 juin 1973
Halawang, née le 22 mai 1974
Mèwèssiwè, née le 10 septembre 1974
Manguilouwé, née le 23 octobre 1974
Tanwakou, né le 3 juin 1975
Bawubadi, né le 29 juillet 1976
Mangamana, né le 15 novembre 1976
Tchadja, né le 30 mai 1977
Eyalakiyem, né le 17 janvier 1979
Hodalò, née le 23 mars 1979
Tchilalo, née le 4 août 1979
Afégnidou, né le 21 novembre 1979

Kéméalo, née le 28 septembre 1980
Pidéza, née le 14 novembre 1981
Hodalò, née le 15 février 1982
Tchéoudalo, née le 9 juillet 1982
Méndekemnowè, née le 23 mai 1983
Aoussi, née le 7 février 1984.

Arrêté n° 482/MEF/CR du 29-8-85 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraite du Togo à Mme veuve Adjangba Afiavi Manowoha (née Amega), épouse de M. Adjangba Ayivi (Marc), agent technique principal, 3e échelon de la santé (indice 1650), pourcentage 80% en retraite décédé le 24 mars 1985, une pension de veuve au taux annuel de quatre cent quatre vingt dix huit mille cent soixante seize (498.176) francs pour compter du 1er avril 1985.

Arrêté n° 483/MEF/CR du 20-8-85 — La pension d'ancienneté concédée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Tchoundjona Kokou Egnon, agent technique principal 1er échelon est révisée et fixée au taux de 70% des émoluments de base de l'indice 1450 pour compter du 1er janvier 1985.

Le montant annuel de cette nouvelle pension est fixé à sept cent soixante six mille cent trente deux (766.132) francs pour compter du 1er janvier 1985.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Tchoundjona pour compter du 1er janvier 1985 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants du 1er au 6e rang ci-après désignés :

Komlan, né le 23 août 1955
Yaovi, né le 17 septembre 1959
Yabavi, née le 23 avril 1959
Yawoa, née le 29 mars 1962
Afiavi, née le 4 mai 1962
Kossi, né le 13 janvier 1963

Le montant annuel de la nouvelle majoration est fixé à cent quatre vingt onze mille cinq cent trente six (191.536) francs pour compter du 1er janvier 1985.

Le reste sans changement

Arrêté n° 487/MEF/CR du 20-8-85 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Ali-Djato Sarkéma-Kpèhou, adjudant 3e échelon du corps du personnel des gardiens de préfecture du Togo (indice 1.050) pourcentage 46% en retraite décédé le 11 février 1984, une pension de veuve au taux annuel de cent quatre vingt deux mille deux cent quatre vingt huit (182.288) francs pour compter du 11 juin 1984.

Il est également alloué sur les fonds de la caisse une pension temporaire d'orphelin fixée à trente six mille quatre cent soixante (36.460) francs l'an pour compter du 11 juin 1984 à chacun des orphelins ci-après désignés :

Péssarétéma, né le 3 mai 1966

Milatéma, né le 30 avril 1968

Adjoa, née le 11 mai 1970.

Payables jusqu'à l'âge de 21 révolus des enfants les émoluments attribués aux orphelins seront versés entre les mains de M. Bawena Sim-Tileki, chargé de leur tutelle.

Arrêté n° 488/MEF/CR du 20-8-85 — La pension d'ancienneté concédée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Assiba Kouassi Suku, agent d'exploitation principal de C.E. est révisée et fixée au taux de 65 % des émoluments de base correspondant à l'indice 1.050.

Le montant annuel de la nouvelle pension est fixé à cinq cent quinze mille cent soixante (515.160) francs pour compter du 1^{er} octobre 1984.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Assiba Suku, une majoration pour famille nombreuse au taux de 10% de sa pension principale au titre de ses enfants ci-après désignés :

Apamba, né le 5 février 1962

Assan, né le 4 août 1966

Beniwa, né le 26 février 1968

Le montant annuel de la nouvelle majoration est fixé à cinquante et un mille cinq cent seize (51.516) francs pour compter du 1^{er} octobre 1984.

Le reste sans changement.

Arrêté n° 489/MEF/CR du 20-8-85 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 79%) au montant annuel de un million quarante trois mille cinq cent vingt huit (1.043.528) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme Azama Bernadette Aimée, épouse Atayi, sage-femme principale de classe exceptionnelle du corps du personnel de la santé, (indice 1750), admise à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} avril 1985.

Arrêté n° 500/MEF/CR du 23-8-85 — La pension d'ancienneté concédée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kassegne Yao Dossè, agent technique principal 1^{er} échelon en retraite est révisée et fixée au taux de 73% des émoluments de base correspondant à l'indice 1450.

Le montant annuel de la nouvelle pension est fixé à sept cent quatre vingt dix huit mille neuf cent soixante huit (798.968) francs, pour compter du 1^{er} janvier 1985.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kassegne Yao Dossè, une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants ci-après désignés :

Kossi, né le 13 décembre 1953

Koffi, né le 4 juin 1954

Koffi, né le 21 octobre 1955

Yawa, née le 9 février 1956

Ablan, née le 15 octobre 1957

Adjoa, née le 24 février 1958.

Le montant annuel de la nouvelle majoration est fixé à cent quatre vingt dix neuf mille sept cent quarante quatre (199.744) francs, pour compter du 1^{er} janvier 1985.

Le reste sans changement.

Arrêté n° 501/MEF/CR du 23-8-85 — La pension d'ancienneté concédée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Koffi Komlan Mawugnon, instituteur de 1^{re} classe 3^e échelon du corps du personnel de l'enseignement est révisée et fixée au taux de 69% des émoluments de base correspondant à l'indice 1.350 pour compter du 1^{er} janvier 1985.

Le montant annuel de cette pension est fixé à sept cent trois mille cent huit (703.108) francs pour compter du 1^{er} janvier 1985.

Il est également attribué sur les fonds de la même caisse de retraites du Togo à M. Koffi Komlan Mawugnon pour compter du 1^{er} janvier 1985, une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants du 1^{er} au 6^e rang ci-après désignés :

Akouété, né le 25 juin 1956

Kafui, née le 29 août 1958

Amegnon, né le 7 juin 1961

Akuéba, née le 4 mars 1962

Ablavigan, née le 3 mars 1962

Kokou, né le 28 avril 1964.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent soixante quinze mille sept cent quatre vingt (175.780) francs pour compter du 1^{er} janvier 1985.

Le reste sans changement.

Arrêté n° 502/MEF/CR du 23-8-85 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 52%) au montant annuel de cent soixante quatre mille huit cent cinquante deux (164.852) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Aressema Akpari, soldat de 1^{re} classe n° mle 0274 5^e échelon du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 420) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juin 1985.

M. Aressena Akpari pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juin 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Tetena, né le 1^{er} août 1971

Adjame, né le 20 septembre 1971

Abraham, né le décembre 1971

Pei, né le 28 mars 1976

Sela, né le 23 mars 1977

Anaham, née le 23 avril 1982.

Arrêté n° 503/MEF/CR du 23-8-85 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 74%) au montant annuel de cinq cent quatre vingt six mille quatre cent quatre vingt huit

(586.488) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Akalo Vinégo Adanwouzo, adjoint technique d'agriculture principal de classe exceptionnelle du corps du personnel de l'agriculture (indice 1.050) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1985.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Akalo Vinégo Adanwouzo, pour compter du 1er janvier 1985 une majoration pour famille nombreuse au taux de 10% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 3e rang) ci-après désignés :

Gbézougoué, né le 27 juin 1956

Amédotsi, née le 3 janvier 1965

Yanamé, né le 5 janvier 1968

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cinquante huit mille six cent quarante huit (58.648) francs pour compter du 1er janvier 1985.

M. Akalo Vinégo Adanwouzo pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4e au 6e rang) ci-après désignés :

Yawa, né le 21 mai 1970

Kossiwa, née le 14 août 1977

Koudjo, né le 14 février 1977.

Arrêté n° 504/MEF/CR du 27-8-85 — Une pension d'ancienneté, (pourcentage 67%) au montant annuel de six cent quatre vingt deux mille sept cent vingt huit (682.728) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kugbeata Siagbo Komlan Ekpé agent technique de 1re classe 3e échelon du corps du personnel de la santé (indice 1350) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er avril 1985.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kugbeata Siagbo Ekpé pour compter du 1er avril 1985 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Mawuna Kosi, né le 13 février 1955

Akovi, née le 29 août 1956

Afi, née le 15 août 1958

Kossiwoa, née le 30 juillet 1961

Yawoa, née le 28 novembre 1963

Komi, né le 4 mars 1967.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent soixante dix mille six cent quatre vingt quatre (170.684) francs pour compter du 1er avril 1985.

Arrêté n° 505/MEF/CR du 27-8-85 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 65%) au montant annuel de cinq cent quinze mille cent soixante (515.160) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Attisoh Koffi Awoudja, adjoint administratif principal de CE du corps du personnel de l'administration générale (indice 1050) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er avril 1985.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Attisoh Koffi Awoudja, adjoint administratif principal de CE pour compter du 1er avril 1985 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Akoèba, née le 27 juin 1954

Follygan, né le 7 août 1957

Folli, né le 25 septembre 1957

Dédé, née le 17 mai 1959

Dédévi, née le 30 septembre 1960

Folli, né le 11 août 1961.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent vingt huit mille sept cent quatre vingt douze (128.792) francs pour compter du 1er avril 1985.

M. Attisoh Koffi Awoudja pourra prétendre, pour compter du 1er avril 1985 sur justification de droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7e au 11e rang) ci-après désignés :

Follivi, né le 20 juillet 1965

Messan, né le 26 septembre 1966

Anani, né le 9 mai 1970

Kayissan, née en 1970

Dédévi, née le 2 octobre 1972.

Arrêté n° 506/MEF/CR du 27-8-85 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 63%) au montant annuel de quatre cent quatre vingt dix neuf mille trois cent huit (499.308) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Ayika Follivi, adjoint administratif de classe exceptionnelle du corps du personnel de l'administration générale du Togo (indice 1050) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er avril 1985.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Ayika Follivi pour compter du 1er avril 1985 une majoration pour famille nombreuse au taux de 15% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 4e rang) ci-après désignés :

Ekoué, né le 1er septembre 1959

Ayéle, née le 22 août 1961

Ayoko, née le 10 septembre 1962

Téko, né le 15 mars 1964.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à soixante quatorze mille huit cent quatre vingt seize (74.896) francs pour compter du 1er avril 1985.

Rôles

Arrêté n° 490/MEF/AI du 21-8-85 — Sont pris en charge les rôles de régularisation des Recettes-Trésor du mois de mai 1985 ci-après :

Budget général

47 Lomé IRPP	105.121.435	
ISN	17.371.753	
		122.493.188
48 Lomé TF/P Bâties	2.595.203	
49 Lomé Taxe professionnelle	462.225	
		125.550.616

Budget général

47 Lomé TC/Salaires	7.193.250	
48 Lomé TF/P Bâties	5.190.408	
49 Lomé Taxe professionnelle	924.451	
		13.308.109
		138.858.725

Arrêté n° 491/MEF/AI du 21-8-85 — Sont pris en charge les rôles de régularisation des recettes - impôts du mois de mai 1985 ci-après :

BUDGET GENERAL

42 Lomé I R P P	211 638 279	
T/S	161 435 403	
I S N	64 357 746	
		437 431 428
43 Lomé I R T	30 880 839	
44 Lomé TF/Bâties	4 073 121	
45 Lomé T. Profess.	2 005 945	
46 Lomé T S F C B	100 000	
		474 491 333

BUDGET COMMUNAL

42 Lomé T.Compl./Salaires	4 400 239	
44 Lomé TF/Bâties	8 146 244	
45 Lomé Taxe Professionnelle	4 011 891	
46 Lomé T S F C B	200 000	
		16 758 374
		491 249.707

Arrêté n° 492/MEF/AI du 21-8-85 — Est pris en charge le rôle de régularisation des recettes-impôts du mois de mars 1985.

BUDGET GENERAL

41 Aného T S F C B	66 666	66 666	66 666
BUDGET COMMUNAL			
41 Aného T S F C B	133 334	133 334	133 334
			200 000

Arrêté n° 493/MEF/AI du 21-8-85 — Est pris en charge le rôle de régularisation du mois d'avril 1985.

40 Lomé I S par participation	5 997.240	5 997 240
		5 997 240

Arrêté n° 494/MFE/AI du 21-8-85 — Sont pris en charge les rôles de régularisation des recettes - impôts du mois d'avril 1985 ci-après ;

BUDGET GENERAL

29 Lomé I R P P	218 325 819	
T/S	130 881 892	
I S N	74 987 200	
		424 194 911
30 Lomé I R T R	36 764 600	
31 Lomé TF/P. Bâties	3 633 460	
32 Lomé Taxe Professionnelle	308 161	
33 Lomé T S F C B	133 333	
		465 034 465

BUDGET COMMUNAL

29 Lomé Taxe Comp/Salaires	6 276 992	
31 Lomé TF/P. Bâties	7 266 919	
32 Lomé Taxe Professionnelle	616 321	
33 Lomé T S F C B	266 667	14 426 899
		479 461 364

Arrêté n° 495/MEF/AI du 21-8-85 — Sont pris en charge les rôles de régularisation des recettes - Trésor du mois d'avril 1985 ci-après :

BUDGET GENERAL

34 Lomé I R P P	73 947 576	
I S N	47 340 417	
		121 287 993
35 Lomé Taxe Fonc/P Bâties	1 214 610	
36 Lomé Taxe Professionnelle	770 883	
37 Lomé T S F C B	33 333	
		123 306 819

BUDGET COMMUNAL

35 Lomé Taxe Fonc/P Bâties	2 429 221	
36 Lomé Taxe Professionnelle	1 541 766	
37 Lomé T S F C B	66 667	
38 Lomé Taxe compl./Salaires	8 241 490	
		12 279 144
		135 585 963

Arrêté n° 496/MEF/AI du 21-8-85 — Est pris en charge le rôle de régularisation des Recettes - impôts du mois de mai 1985.

BUDGET GENERAL

50 Tsévié Taxe Profess.	35 200	35 200
BUDGET COMMUNAL		
50 Tsévié Taxe Profess.	70 400	105 600

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Avis de perte de Titre Foncier

Avis est donné au public de la perte de la copie du Titre Foncier n° 15.158 RT, appartenant à M. Chidiac Akuété (Cosme), commerçant-transporteur, demeurant à Lomé-Tokoin.

Pour deuxième insertion

